

Assemblée Générale Ordinaire 2016

Consommation de viandes et attentes sociétales : Bâtir une stratégie et des plans d'actions interprofessionnels

Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs et Messieurs les Elus,
Mesdames et Messieurs les représentants des Administrations et des Collectivités,
Chers (chères) Collègues et Partenaires,

Je tiens tout d'abord à vous remercier tous, très chaleureusement, pour votre participation à notre Assemblée Générale. Elle aura été pour nous l'occasion de faire un point sur cette année de travail à l'UGPVB et sur l'actualité dans chacune de nos filières.

« Relation homme-animal et consommation de viande, mythes et réalités », un sujet qui s'invite plus que jamais dans la réflexion des éleveurs et de nos OP. Je tiens à remercier chaleureusement Mme Danielle DURET ainsi que le Docteur Bernard SCHMITT pour leur intervention. Je reviendrai sur ce thème en conclusion de ce rapport d'orientation. Ce sera le message essentiel de cette Assemblée Générale.

Gagner en compétitivité

Tout d'abord, permettez-moi de dire quelques mots sur les travaux de notre organisation. L'année 2016 aura été très chargée. En porc, nous l'avons vu ce matin, la conjoncture a repris des couleurs mais les questions structurelles perdurent. En œuf, l'actualité est lourde avec une remise en cause de certains modes de production. Le bovin viande est frappé de plein fouet avec une crise conjoncturelle étroitement liée à la crise laitière. Bien évidemment, nous ne sommes pas maîtres de l'offre et de la demande à l'échelle européenne ou mondiale. Mais nous devons, en France, agir pour nous inscrire positivement dans cette compétition internationale. Je l'ai dit ce matin : en porc, regagner en compétitivité est essentiel pour l'avenir. C'est également vrai pour toutes les productions de viande.

Si des progrès sont possibles par les gains de productivité, il s'agit surtout d'un sujet prioritaire pour la prochaine mandature avec deux axes essentiels : mettre un terme aux lourdeurs franco-françaises qui affectent la compétitivité et créer des conditions de concurrence loyales à l'échelle européenne.

L'heure est venue d'agir au niveau social et fiscal pour mettre fin aux distorsions : Les tensions politiques qui traversent nos sociétés n'autorisent plus les décideurs à faire l'autruche en se contentant de mesurette.

Encourager l'entrepreneuriat

Si le retour à la compétitivité est étroitement lié à des décisions publiques, il dépend aussi de nos décisions, de nos choix stratégiques, dans nos OP, dans nos élevages. L'investissement dans nos élevages demeure un levier essentiel de compétitivité. Dans ce domaine, l'énergie ne manque pas sur le terrain. Cet élan ne doit pas être brisé par les démarches procédurières, ici ou là, qui réapparaissent à l'encontre de tout projet, qu'il soit public ou privé.

C'est pour cette raison que nous avons co-signé avec le Collectif des Acteurs économiques Bretons une lettre aux candidats à l'élection présidentielle pour qu'ils s'engagent à un rééquilibrage du droit de recours au profit des entrepreneurs.

Informier le consommateur et valoriser l'origine France

La compétitivité, c'est aussi notre capacité à valoriser notre production. Sur cet axe, nous nous félicitons des avancées positives obtenues concernant l'étiquetage d'origine. Sur la méthode, quelle leçon pour l'avenir ! Quand organisations économiques et syndicales agissent de concert, rien ne peut résister, tout devient possible. Sur le fond, il aurait été insensé que les pouvoirs publics, qui nous exposent aux distorsions de concurrence depuis trop longtemps, ne permettent pas de tester un étiquetage « né, élevé, abattu », primordial pour la transparence, et de valoriser les produits français.

Nos OP sont et resteront impliquées pour garantir la traçabilité, la transparence, et contribuer à la réussite de cette expérimentation. Il nous paraît aussi essentiel que cela puisse être envisagé pour la filière œuf.

Simplifier pour gagner en performance

Gagner en compétitivité passe aussi par la simplification. Le monde bouge, évolue. Très vite ! C'est dans cet esprit que nous avons soumis 10 propositions concrètes de simplification à Mme HERVIAUX, Sénatrice en charge de la mission sur la simplification des normes agricoles, et que nous souhaitons voir repris par le comité BISCH et le gouvernement. Elles ne relèvent que du bon sens : faciliter le montage et l'instruction des dossiers ICPE, faciliter l'instruction des dossiers ICPE élevage, simplifier l'exploitation des élevages en harmonisant les seuils ICPE avec les seuils européens, simplifier les plans d'épandage, supprimer le recours obligatoire à l'architecte pour les bâtiments d'élevage, etc.

Avancer avec le numérique

Le monde bouge disais-je ! Nous entrons dans l'ère de l'entreprise numérique, du virtuel qui s'invite partout. Nous ne devons pas attendre mais au contraire saisir cette chance du numérique pour moderniser, modifier nos pratiques, gagner en compétitivité, gagner en transparence auprès du consommateur. Je m'arrêterai sur un premier exemple : Est-il normal de réétudier un plan d'épandage d'un prêteur pour le mettre à jour lorsqu'il y a changement de mise à disposition ? Eh bien non ! C'est inutile, avec une procédure qui relève de la préhistoire. Dépoussiérons tout cela et modernisons. C'est dans cet esprit que nous sommes favorables à l'établissement d'une base de données régionale qui recenserait les plans d'épandage et qui permettrait leur mise à jour informatiquement tout en protégeant les données à l'égard des tiers. C'est possible

techniquement. Nous souhaitons que cela se fasse dans le cadre d'une gouvernance partagée avec nos partenaires des Chambres d'Agriculture et du syndicalisme.

Tous les bureaux d'étude sont en phase avec nous. Prêts à avancer ! A l'UGPVB, nous avons pris des décisions pour harmoniser les méthodes entre nos OP et éviter des différenciations qui n'apportent aucune plus-value pour les éleveurs. Dorénavant, alors que les positions des responsables professionnels régionaux semblent converger, nous souhaitons que nos Organisations Professionnelles Agricoles passent rapidement au concret.

Le numérique, c'est aussi la ferme connectée, c'est l'élevage de précision, c'est le big data qui s'invite dans les campagnes. La production Organisée a vocation à s'investir dans ce domaine qui, au-delà de l'élevage, doit servir le développement des filières mais également répondre aux attentes de la société. Aujourd'hui, des interrogations concrètes sont exprimées par des consommateurs citoyens dans les pays développés : « Que mangeons-nous ? Comment sont élevés les animaux ? Quelles pratiques pour produire les aliments que nous consommons ? etc... » Là encore, le numérique est une vraie opportunité.

Nous avons le devoir de l'explorer, et de nous l'approprier pour que, ce qui était de la proximité hier, soit, via le numérique, de la transparence valorisante demain.

La consommation de viande et les attentes sociétales au cœur de l'action interprofessionnelle

Comme je vous l'indiquais en introduction, la relation homme-animal, la consommation de viande sont des sujets très médiatisés. C'est un sujet qui s'invite dans les débats et que nous ne pouvons pas éluder. Je tiens à vous remercier à nouveau, Mme DURET et Dr SCHMITT, pour vos interventions très riches et très bien illustrées. De nombreuses questions sont posées, dans les champs philosophiques, sociologiques, politiques, mais également sur les aspects nutritionnels, santé, etc... De nombreux acteurs militent, certains ouverts au débat, d'autres plus extrémistes, avec toute la variété des tendances entre les deux.

Au sein de nos filières, il est prioritaire de définir une stratégie collective sur du long terme, avec un plan d'actions et des moyens. Même si certains sujets sont spécifiques à chaque filière, les questions essentielles doivent être traitées de façon transversale aux différentes filières animales. Il s'agit donc à notre sens du sujet essentiel qui doit orienter les travaux de nos interprofessions pour les années à venir.

Enfin, je tiens aussi à remercier l'ensemble du Conseil d'Administration et les Présidents des commissions. Je tiens aussi à saluer et à souligner le travail réalisé au sein des sections, à féliciter Yves-Marie BEAUDET, en section œuf, et Philippe DAGORNE, en section bovine. Je remercie aussi, au nom de vous tous, nos partenaires en région, nos partenaires à Paris, Coop de France, Inaporc, Interbev, CNPO mais aussi à Bruxelles avec Breiz Europe qui agit sans relâche pour promouvoir nos filières. Merci aussi à toute l'équipe de l'UGPVB qui s'emploie au quotidien pour accompagner nos OP et les éleveurs qu'elles fédèrent.

Merci.

Le Président, Michel BLOC'H.